

Monsieur le directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres de la FS SST,



La FSU souhaite, en ouverture de cette instance, alerter une nouvelle fois sur la dégradation continue des conditions de travail dans les établissements scolaires, et sur les atteintes grandissantes à la santé et à la sécurité des personnels et des élèves.

Nous dénonçons tout d'abord **l'absence dramatique de médecins scolaires** dans département, un constat malheureusement ancien et qui n'a pas évolué. Cette pénurie met en danger le suivi médical des élèves, notamment les plus vulnérables, mais fragilise directement les personnels en privant les équipes éducatives d'un appui essentiel dans l'évaluation et la prise en charge des problématiques de santé physique et mentale complexes, sources de stress et d'inquiétude. Cette carence accroît la charge mentale des équipes et dégrade leur qualité de vie au travail.

À cela s'ajoute **le manque criant d'AESH**, qui empêche de nombreux élèves en situation de handicap de bénéficier de l'accompagnement auquel ils ont droit, et pèse également lourdement sur les conditions de travail des personnels enseignants et d'éducation. Ces derniers tentent, tant bien que mal, de compenser cette absence, au prix d'un sentiment croissant d'impuissance et d'un épuisement professionnel qui ne cesse de s'aggraver.

Les conditions matérielles d'exercice ne sont hélas pas meilleures. L'inadaptation du bâti scolaire **aux réalités climatiques actuelles** (des salles de classe surchauffées ou glaciales, des espaces mal ventilés, parfois insalubres) expose les personnels à des risques pour leur santé et rend leurs missions plus pénibles. L'urgence climatique impose une adaptation rapide des infrastructures, qui tarde dramatiquement à venir. Dans le cadre de l'Alliance écologique et sociale (AES), la FSU demande la rénovation des écoles et établissements scolaires publics. Elle exige un véritable plan de financement et la mise en œuvre de solutions de prévention.

Vous l'aurez compris, **la fatigue des personnels est bien réelle**. Elle n'est plus seulement liée à la charge de travail ou au manque de moyens, mais elle est nourrie par à un sentiment d'abandon, de perte de sens, et d'impuissance face à une institution qui ne semble plus à la hauteur des défis.

Et le premier d'entre eux est de protéger ses personnels. **L'attaque au couteau survenue récemment dans un collège du Bas-Rhin** est une nouvelle illustration d'une banalisation de la violence à l'Ecole. La synthèse des faits établissements qui nous sera présentée lors de la séance indique une évolution à la hausse des cas de harcèlement, de violences physiques et verbales. A l'instar du drame de Benfeld, ces événements violents soulignent, encore une fois, l'état préoccupant de la **santé mentale des jeunes**, fortement dégradée depuis la crise sanitaire de la Covid, ainsi que le climat d'insécurité qui touche peu à peu l'Ecole. Ils interpellent, et doivent appeler une réponse forte en matière de **prévention, de présence humaine, et d'écoute dans les établissements**.

Dans ce contexte, la future **suppression des postes d'agents d'accueil dans les collèges de notre département** est une décision incompréhensible. Ces personnels sont non seulement un premier rempart en matière de sécurité, mais aussi un point d'appui humain essentiel pour l'ensemble de la communauté éducative. Leur disparition accentue le sentiment d'abandon et fragilise encore davantage la sécurité de nos établissements.

La FSU demande que ces sujets soient traités avec la gravité qu'ils méritent et sûrement pas sous le seul angle financier. Il en va de la sécurité, de la santé, et du bien-être de tous les acteurs de l'Éducation nationale.

Elle réclame un plan d'urgence pour la médecine scolaire, un recrutement massif d'AESH, des moyens à la hauteur de la nécessaire adaptation du bâti scolaire aux réalités climatiques, la non-suppression des postes d'agents d'accueil dans les collèges, et des mesures concrètes pour prévenir les risques psychosociaux et les violences en milieu scolaire.

La FSU attend de cette instance qu'elle ne soit pas seulement un lieu de constat, mais aussi de mobilisation réelle pour la santé et la sécurité de toutes et tous.